

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY

Zone industrielle de Port Jérôme
76170 Lillebonne

Références : 20250611_VI_EPR_EauAirRisques
Code AIOT : 0005800420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY implanté ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY
- ZI - Avenue de Port Jerome 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOLOGIC PETROLEUM RECOVERY (EPR) exploite une installation de traitement de déchets comprenant des unités de traitement physico-chimique, de traitement biologique, de centrifugation et d'évapo-incinération.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3 | Rejets aqueux de PFAS | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Déclaration des émissions atmosphériques annuelles | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 7 | Mesures comparatives des rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 10 | Rétentions | Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 25 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 11 | Prélèvement des rejets aqueux - Propreté de matériel et conservation | Autre du 14/02/2022, article 2.1.4 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 13 | Mesures de niveau des bacs de stockage | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.2.7 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Rejets aqueux - Respect des valeurs limites d'émission journalières | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2 | Rejets aqueux - Respect des valeurs limites d'émission annuelles en métaux | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7 | Sans objet |
| 4 | Origine géographique des déchets admis sur le site | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.4.4 | Sans objet |
| 5 | Analyse des polluants dans les déchets admis sur le site | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.4.1.2 et 5.4.1.3 | Sans objet |
| 8 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.11 | Sans objet |
| 9 | Bilan environnement annuel | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 7.2 | Sans objet |
| 12 | Température minimale d'incinération | Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 1.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la précédente visite réalisée en 2024, l'exploitant a mis en oeuvre les actions nécessaires pour maîtriser ses rejets d'effluents aqueux : aucune non-conformité n'a été relevée, et les valeurs limites d'émission en flux de métaux imposées à compter de 2027 sont déjà respectées.

Les valeurs limites d'émission sont également respectées pour les rejets atmosphériques de l'installation d'évapo-incinération, mais des compléments sont demandés pour s'assurer de la représentativité de l'autosurveillance de l'exploitant pour certains paramètres.

Plusieurs incohérences ont été relevées entre les instruments de mesure de niveau des bacs imposés dans l'arrêté préfectoral et ceux présents sur le terrain. De premières explications ont été fournies par l'exploitant, mais un bilan de situation exhaustif et des justifications rigoureuses sont attendus.

L'exploitant dispose de rétentions d'un volume adapté pour ses stockages de produits dangereux, mais certaines d'entre elles présentent des fissures qu'il convient d'inspecter et de réparer si nécessaire.

Des éléments complémentaires sont également attendus concernant l'origine de la présence de PFAS dans les rejets aqueux et la déclaration des émissions atmosphériques annuelles de mercure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux - Respect des valeurs limites d'émission journalières**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites à respecter au point de rejet au milieu naturel sont indiquées dans les tableaux ci-dessous.

| Paramètre | Valeur maximale |
|-------------------------------------------------|--------------------------|
| débit maximal journalier | 180 m ³ /j |
| valeur limite instantanée du débit | 7,5 m ³ /h |
| débit journalier moyen mensuel maximal | 145 m ³ /j |
| débit journalier en moyenne mensuelle glissante | 120 m ³ /j |
| température | 30 °C |
| pH | Compris entre 5,5 et 8,5 |

Les valeurs limites de concentration figurant dans le tableau ci-dessous sont exprimées en moyennes journalières, c'est-à-dire qu'elles sont établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, prélevés sur 24 heures.

| Paramètres | Code SANDRE | Concentration maximale mg/l | Flux journalier maximal kg/j |
|----------------|-------------|--------------------------------|---------------------------------|
| DCO | 1314 | 300 | 36 |
| DB05 | 1313 | 100 | 12 |
| MEST | 1305 | 15 | 1,8 |
| Azote Kjeldahl | 1319 | 36 | 4,3 |

| | | | |
|-----------------------------------------------------|------|-----|-------|
| | | | |
| Azote global | 1551 | 60 | 7,2 |
| Fluorures | 7073 | 15 | 1,8 |
| Phosphore total | 1350 | 3 | 0,36 |
| Hydrocarbures totaux | 7009 | 3 | 0,36 |
| AOX | 1106 | 1 | 0,12 |
| Cyanures libres (CN) | 1084 | 0,1 | 0,01 |
| Indice phénol | 1440 | 0,3 | 0,036 |
| Sb+Co+V+Tl+Pb+Cu +Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+ Cd+Hg+Se+Te | | 8 | 1 |

| Paramètres | Code SANDRE | Concentration maximale µg/l | Flux journalier maximal g/j |
|------------|-------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| As | 1369 | 100 | 12 |
| Cd | 1388 | 100 | 2 |
| Cr | 1389 | 100 | 12 |
| Cr(VI) | 1371 | 50 | 6 |

| | | | |
|----|------|------|-----|
| Cu | 1392 | 250 | 30 |
| Pb | 1382 | 100 | 12 |
| Ni | 1386 | 1000 | 100 |
| Zn | 1383 | 2000 | 240 |
| Hg | 1387 | 10 | 1,2 |

Constats :

Aucun dépassement de valeur limite d'émission (VLE) n'a été relevé sur la période entre la précédente visite d'inspection et celle objet du présent rapport (d'août 2024 à avril 2025), y compris lors du contrôle inopiné du 25 septembre 2024.

L'exploitant a mis en place les actions suffisantes pour solutionner de manière pérenne les dépassements récurrents sur les paramètres nickel et azote qui étaient observés ces dernières années.

Pour le nickel en particulier, les dépassements survenus en 2024 étaient dus à un changement de floculant utilisé sur la station d'épuration. Depuis, l'exploitant a repris l'utilisation de son ancien floculant, mais ce dernier n'est plus fabriqué et tout le stock disponible sur le site sera bientôt consommé. L'exploitant s'est donc rapproché d'un nouveau fournisseur. Un test avec le nouveau floculant est prévu d'ici la fin du mois de juin 2025.

Sur le terrain, l'inspection a constaté la présence des instruments de mesure en continu du débit, du pH et de la température des rejets, dont les valeurs sont indiquées en local et reportées en salle de contrôle. Les valeurs indiquées lors de la visite respectaient les VLE associées à ces paramètres. L'exploitant a également présenté le compte rendu de la tournée opérateur, sur lequel les opérateurs indiquent les valeurs relevées. L'exploitant a indiqué qu'il prévoit d'y ajouter les valeurs seuils afin que les opérateurs voient immédiatement s'il y a une déviation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux - Respect des valeurs limites d'émission annuelles en métaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites à respecter au point de rejet au milieu naturel sont indiquées dans les tableaux ci-dessous.

| Paramètres | Code SANDRE | Flux maximal annuel à compter de 2027 |
|------------|-------------|---------------------------------------|
|------------|-------------|---------------------------------------|

| | | compter de 2027 kg/an |
|--------|------|--------------------------|
| As | 1369 | 3,1 |
| Cd | 1388 | Suppression* |
| Cr | 1389 | 3,1 |
| Cr(VI) | 1371 | 1,5 |
| Cu | 1392 | 7,7 |
| Pb | 1382 | 3,1 |
| Ni | 1386 | 25,6 |
| Zn | 1383 | 78,8 |
| Hg | 1387 | Suppression* |

* quand la substance est présente dans le rejet, l'objectif est la réduction maximale. Si les rejets annuels dépassent respectivement 44 g/an de Cd et 9 g/an de Hg, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 31 décembre 2025, une étude technico-économique visant à déterminer les solutions techniques viables à un coût acceptable afin de réduire au maximum les émissions de ces substances dans l'eau.

Constats :

L'exploitant a transmis le bilan annuel des émissions de métaux dans ses rejets aqueux. L'ensemble des valeurs limites d'émission (VLE) annuelles ont été respectées sur la période de mars 2024 (entrée en vigueur des VLE) à février 2025.

Pour le mercure (Hg), aucune mesure n'a été supérieure à la limite de quantification.

Pour le cadmium (Cd), le flux rejeté a été de 9,8 g/an, soit largement moins que le seuil de 44 g/an imposant la réalisation d'une étude technico-économique de réduction des rejets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux de PFAS

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; [...] - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. |
| Constats : Les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) sont des substances appelées "polluants éternels" du fait de leur persistance dans l'environnement. Elles peuvent s'accumuler dans les organismes vivants et sont aujourd'hui détectées dans l'air, l'eau et les sols. Les émissions de ces substances doivent donc être réduites au minimum voire supprimées dans la mesure du possible. L'exploitant effectue à fréquence semestrielle des mesures de PFOA (acide perfluorooctanoïque) et de PFOS (acide perfluorooctanesulfonique), appartenant à la famille des PFAS, dans ses rejets aqueux, conformément aux dispositions de l'article 5.2.9 de son arrêté préfectoral du 13/01/2003 modifié. Ces mesures ont montré la présence de PFOA et de PFOS sur au moins deux des trois dernières mesures. Plusieurs hypothèses ont été émises pour expliquer l'origine de ces composés : - l'eau industrielle utilisée en entrée ; - les déchets admis et traités sur le site ; - les émulseurs utilisés sur le site. L'exploitant a déclaré que des analyses ont été effectuées sur l'eau industrielle provenant du réseau d'adduction de la zone industrielle par la société voisine ECO HUILE. Les résultats de ces analyses n'étaient cependant pas disponibles lors de l'inspection. En ce qui concerne les déchets admis, l'exploitant a indiqué que des eaux d'extinction contaminées par des PFAS ou même des anciens émulseurs contenant des PFAS peuvent être admis sur le site, mais ils sont systématiquement traités sur la filière d'évapo-incinération (et non pas sur la station d'épuration), qui n'est à l'origine d'aucun rejet aqueux. Il a également présenté les fiches d'identification à compléter par le producteur des déchets à chaque admission d'un nouveau lot, qui comprennent une case indiquant si des PFAS listés dans l'arrêté du 20/06/2023 sont présents ou non dans les déchets et si oui, à quelle concentration. Cette précaution n'exclut toutefois pas la présence de PFAS dans les déchets admis, soit parce que le producteur n'en aurait pas connaissance (aucune analyse n'étant imposée réglementairement), soit parce qu'il n'aurait pas communiqué l'information à l'exploitant afin de pouvoir profiter de la filière de traitement la moins onéreuse. Il est à noter qu'un projet d'arrêté ministériel concernant les installations de traitement de déchets liquides, qui visera EPR, est en cours d'élaboration. À ce stade, il n'est pas prévu de fixer des VLE sur les déchets admis mais uniquement au niveau des rejets, qui devront être compatibles avec la future norme de qualité environnementale (NQE) de la Directive Cadre sur l'Eau. L'exploitant a remplacé la quasi-totalité de ses émulseurs par des émulseurs ne contenant pas de |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PFAS en 2023 et 2024. Il a par ailleurs déclaré ne pas avoir effectué d'essais impliquant l'utilisation d'émulseurs depuis de nombreuses années. Il a donc exclu cette source de contamination. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les résultats des analyses dans l'eau industrielle utilisée en entrée. Aucune suite n'est proposée dans l'attente de la parution de l'arrêté ministériel réglementant les rejets de PFAS issus des installations de traitement des déchets liquides. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Origine géographique des déchets admis sur le site

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.4.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : L'origine et l'élimination des déchets doivent respecter le principe de proximité géographique (régions Haute et Basse-Normandie, Picardie, Ile-de-France, Centre) [...]. Pour chaque filière, le tonnage de déchets provenant de zones géographiques autres que celles énumérées ci-dessus doit rester aux environs de 40 % du tonnage annuel de déchets admis sur le centre. Tout dépassement de ce quota devra être soumis à l'accord préalable de l'Inspection des Installations Classées. Pour une même catégorie de déchets, toute modification notable de leur origine géographique, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : D'après les informations disponibles sur la plateforme TrackDéchets, sur l'année 2024, 78 % des déchets admis proviennent de Normandie, de Centre Val-de-Loire ou de l'ancienne Picardie. Les quelques déchets provenant de Belgique ont fait l'objet d'une notification de transfert transfrontalier de déchets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Analyse des polluants dans les déchets admis sur le site

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.4.1.2 et 5.4.1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Prescription contrôlée : <u>Article 5.4.1.2 :</u> En outre, les déchets acceptés doivent obligatoirement répondre aux critères suivants : - pH compris entre 5 et 12, sauf pour les 5000 tonnes de déchets qui seront utilisés comme adjuvant ou réactif, - point éclair supérieur à 55 °C, |

- somme des polychlorobiphényles (PCB), polychloroterphényles (PCT) et pentachlorophénols (PCP) inférieure à 50 ppm,
- déchet non radioactif.

Article 5.4.1.3 :

L'admission de tout nouveau déchet sur le site fait l'objet d'une analyse effectuée par le laboratoire du centre sur un échantillon représentatif fourni par le producteur. Cette analyse détermine, lorsque le produit s'y prête, au moins les valeurs des paramètres suivants :

- pour les déchets destinés à l'évapo-incinération : pH, estimation du point éclair, teneur en chlore total, fluor, soufre, PCB, PCT, PCP, métaux lourds (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V, Sn, Se, Te & Zn). Si la teneur en halogènes totaux en équivalent chlore dépasse 1 %, l'exploitant mesure la teneur en halogènes organiques.

Constats :

L'inspection a consulté par sondage les fiches d'identification des déchets admis sur la filière évapo-incinération sur les cinq derniers mois. L'ensemble des analyses imposées par l'article 5.4.1.3 ont été réalisées, et les seuils de l'article 5.4.1.2 ont été respectés.

Sur le terrain, l'inspection a constaté la présence d'un radiamètre portatif et de son certificat d'étalonnage récent. Elle a également pu consulter la procédure de prélèvement d'échantillons pour les déchets peu visqueux, qui prévoit l'utilisation de cannes plongeantes jusqu'au fond des citernes des camions. L'exploitant disposait bien d'échantillons conservatoires des lots de déchets de l'année écoulée, conformément à sa procédure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des émissions atmosphériques annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

Constats :

L'exploitant a bien effectué la déclaration de ses émissions atmosphériques pour l'année 2024.

L'inspection a noté que les rejets de plomb et de zinc ont respectivement quadruplé et triplé par rapport à 2023. L'exploitant a déclaré que la valeur de 2024 est basée sur une seule mesure, car une des deux mesures semestrielles n'a pas pu être réalisée, ce qui explique que cette valeur n'est pas forcément représentative.

L'inspection a également noté que les rejets de mercure ont été déclarés nuls, alors que le produit de la concentration moyenne mesurée par l'analyseur mis en place en 2024, le débit de rejet moyen et le nombre d'heures de fonctionnement de l'unité d'évapo-incinération donne des émissions de quelques kilogrammes sur l'année. L'exploitant a indiqué que les données de l'analyseur de mercure ne seront pas disponibles pour la période de mi-mai au 5 juin à cause

d'une erreur humaine lors d'une intervention de maintenance sur l'appareil. La procédure a été rappelée aux opérateurs et un affichage a été mis en place afin d'éviter que la même erreur ne se reproduise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant corrigera sa déclaration GERE 2024 concernant les émissions atmosphériques de mercure en tenant compte des mesures de concentration de son nouvel analyseur.
Il veillera à ce que ces données soient également mises à profit pour la déclaration de l'année 2025, à effectuer avant mars 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mesures comparatives des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

[...]

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant effectue des mesures des ses rejets atmosphériques par un laboratoire extérieur agréé, à fréquence semestrielle. Sur la dernière mesure, de février 2025, aucun dépassement de valeurs limites d'émission n'a été constaté.

Toutefois, l'inspection a relevé un écart notable entre les concentrations en NOx (oxydes d'azote) et COVT (composés organiques volatils totaux) mesurées par l'exploitant (respectivement 80 mg/Nm³ et 0,3 mg/Nm³) et celles mesurées par le laboratoire agréé (respectivement 132 mg/Nm³ et 3,4 mg/Nm³) sur les mêmes créneaux semi-horaires.

L'exploitant a déclaré que la procédure d'assurance qualité QAL 2 de son analyseur a été effectuée en février 2025, en même temps que les mesures, et que les éventuels écarts ont dû être corrigés à cette occasion. Le rapport de QAL 2 n'était toutefois pas encore disponible au moment de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le rapport QAL 2 de février 2025, en précisant si des opérations d'étalonnage ont été effectué sur ses analyseurs de NOx et COVT à cette occasion.

| |
|-----------------------------------------------------------------------|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité des aquifères susceptibles d'être pollués par l'activité de l'installation. Ce réseau est constitué de trois puits de contrôle. Ces puits sont réalisés conformément aux bonnes pratiques et aux normes éventuelles en vigueur.</p> <p>Au moins un de ces puits de contrôle doit être situé en amont hydraulique de l'installation, et en particulier de ses capacités d'entreposage de déchets destinés à être incinérés, pour servir de point de repère de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Une fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe alluviale. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Ces analyses portent au moins sur les paramètres suivants : pH, COT, hydrocarbures totaux, benzène, composés organiques volatils, hydrocarbures aromatiques polycycliques et PCB.</p> <p>»</p> <p>Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.</p> <p>Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard deux mois après les prélèvements, sous forme d'un bilan du suivi analytique annuel : son objectif est de contrôler l'évolution de la qualité des eaux analysées et de vérifier que l'évolution des concentrations est favorable à l'environnement. Ce bilan doit être synthétique et commenté en vue de répondre à son objectif.</p> <p>En cas d'évolution défavorable, une modification du programme peut se faire (à titre d'exemple dans le sens d'une sévérisation de la surveillance : augmentation de la fréquence des prélèvements ou encore dans le sens d'une action de dépollution pour revenir aux concentrations observées lors de l'ESR) en concertation avec l'exploitant et l'inspecteur des installations classées.</p> <p>En cas d'évolution favorable des résultats enregistrés pendant une période d'observation de deux ans au moins à compter de la mise en œuvre de la globalité du réseau de surveillance, les conditions du suivi analytique des effets de la pollution pourront être réexaminées, sur demande motivée, souscrite par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, toute anomalie dans les résultats d'analyse est signalée indépendamment de ce bilan à l'inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite le plan de localisation des piézomètres du site. L'inspection a constaté sur le terrain la présence des trois piézomètres aux emplacements indiqués sur le plan. Un des piézomètres est positionné dans une zone du site dont la nappe est historiquement polluée, entourée par une barrière de confinement, à proximité du site ECO HUILE. Les deux autres sont positionnés de part et d'autre de la zone du site à proximité de la station d'épuration. Lors de la visite, les piézomètres étaient correctement protégés des chocs et</p> |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>fermés par des cadenas.</p> <p>L'exploitant a également transmis les derniers rapports de contrôle des eaux souterraines de la société SARPI Remédiation. D'après ces rapports :</p> <ul style="list-style-type: none"> la nappe n'a pas de sens d'écoulement précis, car ce dernier est perturbé par la barrière de confinement ; l'exploitant a bien réalisé les opérations de maintenance préconisées par SARPI, dont notamment le comblement d'un piézomètre et la pose d'un nouvel ouvrage à proximité en 2022 ; les résultats des analyses ne montrent globalement pas de dégradation de la qualité de la nappe, et confirment l'intérêt et l'efficacité de la barrière de confinement. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les prochains rapports de surveillance des eaux souterraines à l'inspection des installations classées au fil de l'eau, sans attendre une visite d'inspection sur le sujet.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Bilan environnement annuel

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 7.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article R. 515-60 du Code de l'environnement, l'exploitant transmet chaque année au préfet un bilan argumenté de la surveillance de ses émissions demandée aux articles 5.2.9 et 5.3.7, accompagné de toute donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.</p> <p>Le bilan doit couvrir une année calendaire complète. La transmission du bilan de l'année est effectuée avant le 1er juillet de l'année suivante.</p> <p>Les éléments suivants doivent obligatoirement être développés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect des valeurs limites d'émission pour les périodes et conditions de référence fixées ; - respect du programme de surveillance et des méthodes d'évaluation ; - synthèse des dysfonctionnements rencontrés, des périodes d'indisponibilité des appareillages de suivi, du suivi métrologique des appareillages de mesure en continu ; - bilan de l'entretien et de la surveillance à intervalles réguliers des mesures prises afin de garantir la protection des sols et des eaux souterraines ; - plan d'actions. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection n'avait pas reçu le bilan environnemental annuel de l'exploitant pour l'année 2025 avant la visite. L'exploitant déclaré que ce bilan a été communiqué à l'occasion de la Commission de Suivi de Site de Port-Jérôme du 5 mai 2025, dont il a fourni la présentation à l'issue de la visite. Ce document comprend globalement les éléments listés ci-avant.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Rétentions

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 25 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions |
| Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>[...]</p> <p>II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis un fichier détaillant le calcul du volume de trois rétentions sélectionnées par sondage par l'inspection : celles des bacs 80 à 83, des bacs H1/H2 et des bacs 17/17 bis.</p> <p>Les trois rétentions respectent le volume minimal réglementaire ci-dessus, y compris, pour le cas "100 %", en retranchant au volume disponible le volume occupé par le plus gros bac.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a constaté la présence de fissures dont certaines pourraient être traversantes sur les rétentions des bacs 80 à 83 et des bacs 17/17 bis. Les rétentions sont vidées par des pompes activées manuellement si nécessaire. Le jour de la visite, les rétentions étaient exemptes d'eaux pluviales.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant réalisera une inspection approfondie des parois des rétentions des bacs 80 à 83 et des bacs 17/17 bis et, si nécessaire, procèdera à la réparation des éventuelles fissures sous ce même délai.</p> |

| |
|------------------------------------------------------------|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 11 : Prélèvement des rejets aqueux - Propreté de matériel et conservation

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.</p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le canal, le tuyau et le flacon de prélèvement étaient propres lors de la visite.</p> <p>Le prélèvement est effectué par un préleveur automatique asservi au débit, de type mono-flacon. L'enceinte de prélèvement et celle contenant les bidons sont bien réfrigérées. Toutefois, le thermomètre présent dans l'enceinte était détérioré et ne permettait donc pas de vérifier si la température de conservation est bien dans la tolérance rappelée ci-dessus.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera au remplacement du thermomètre de l'enceinte de prélèvement de ses rejets aqueux.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 12 : Température minimale d'incinération

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Capacité de traitement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>3) Les vapeurs à incinérer sont portées, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, à une température de 850 °C au minimum, obtenue sur la paroi intérieure de la chambre de combustion ou à proximité de cette paroi, pendant au moins deux secondes, en présence d'au moins 6 % d'oxygène. Cette température doit être mesurée en continu.</p> |

[...]

Il existe un mécanisme automatique d'arrêt de l'alimentation en déchets, lorsque la température de combustion définie ci-dessus est inférieure à 850 °C.

Constats :

Lors de la visite, la température de la paroi de la chambre de combustion renvoyée en salle de contrôle était de 851 °C. D'après les informations affichées sur le pupitre de commande, la mesure de température dispose d'un seuil d'alarme basse et d'un mécanisme automatique d'arrêt de l'introduction des déchets à 850 °C.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Mesures de niveau des bacs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2003, article 5.2.2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Niveau des bacs

Prescription contrôlée :

Les réservoirs de déchets liquides, de fuel de substitution et de réactifs pour traitement des eaux sont équipés, soit d'une mesure de niveau en continu avec report en salle de contrôle associée avec une alarme de niveau haut, soit d'une double alarme indépendante de niveau haut et très haut. Les alarmes sont reportées en salle de contrôle.

Dans ce dernier cas, le franchissement du niveau haut et du niveau très haut entraîne l'arrêt automatique des pompes de transfert dans les réservoirs de déchets liquides, eaux alumineuses et de fuel de substitution.

L'équipement des réservoirs est le suivant :

| Contenu réservoir | Désignation du réservoir | Volume (en m ³) | Mesure de niveau en continu | Niveau haut | Niveau très haut |
|--------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-------------|------------------|
| Déchets aqueux destinés au traitement physico-chimique | 03 S 019 | 300 | X | X | X |
| Huiles solubles | 03 S 0H1 | 80 | X | X | X |
| Huiles solubles | 03 S 0H2 | 120 | X | X | X |

| | | | | | |
|--------------------------------------------------------------|----------|------|---|---|---|
| D é c h e t s d'hydrocarb ures | 02 S 080 | 1100 | X | X | X |
| D é c h e t s a q u e u x destinés à l'incinération | 01 S 081 | 1100 | X | X | |
| D é c h e t s a q u e u x destinés à l'incinération | 01 S 082 | 1100 | X | X | X |
| D é c h e t s a q u e u x destinés à l'incinération | 01 S 083 | 1100 | X | X | X |

Constats :

D'après le pupitre de commande de la salle de contrôle et les déclarations de l'exploitant :

- les bacs 080 et 083 comportent uniquement une mesure de niveau en continu avec alarme ; l'exploitant a déclaré que l'absence d'autres systèmes de mesure de niveau est due au mode de réception, non automatique : la mise en fonctionnement et l'arrêt de la pompe de remplissage s'effectuent uniquement par action manuelle ;
- les bacs 081 et 082 comportent uniquement une mesure de niveau en continu avec alarme et une mesure de niveau indépendante avec arrêt automatique du remplissage sur atteinte du seuil haut ;
- les bacs H1 et H2 comportent trois mesures de niveau : en continu, indépendante seuil haut et indépendante seuil très haut avec arrêt automatique du remplissage pour cette dernière uniquement.

Les mesures de niveau des bacs sélectionnés par sondage ne correspondent donc pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, qui sont inspirées des éléments de l'étude de dangers de l'exploitant de mars 2015.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un bilan de conformité de ses bacs par rapport au tableau de l'article 5.2.2.7 de l'arrêté préfectoral du 13/01/2003 (dans sa dernière version, modifiée par les arrêtés du 4 mars 2014, du 31 octobre 2017 et du 4 janvier 2023), en précisant à quel seuil d'alarme l'arrêt automatique du remplissage est éventuellement asservi.

Pour les non-conformités éventuellement relevées, il proposera un plan d'actions avec échéancier

pour la mise en conformité ou, s'il estime que la disposition n'est pas adaptée, proposera une modification de son arrêté préfectoral justifiée (par exemple compte tenu du caractère non automatique de la réception, du caractère non dangereux des produits ou déchets stockés, du volume limité du bac, etc).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois